

aurait entraînés s'ils avaient cherché à les créer eux-mêmes. Je demande donc au ministre où on en est de cette promesse faite à la population dans le discours du trône? Qu'entend donc faire son ministère pour venir en aide aux petites entreprises de notre pays? J'espère bien qu'on aura toutes les occasions voulues de poser des questions au ministre pour en tirer des renseignements qui ne seront pas nécessairement d'un caractère politique, mais qui auront trait au commerce lui-même.

On nous a rebattu les oreilles de la proposition aux termes de laquelle 15 p. 100 de notre commerce devaient passer des États-Unis au Royaume-Uni, on a cherché à nous faire entendre que cela correspondait simplement à une expansion ou à une augmentation de l'ensemble de nos exportations, mais il reste que l'on a effectivement déclaré que le gouvernement entend détourner 15 p. 100 de notre commerce avec les États-Unis vers le Royaume-Uni, autrement dit de détourner des échanges commerciaux d'une valeur de 650 millions par année. Voilà une déclaration troublante, un fait troublant, s'il est exact. S'il est inexact, le temps est venu de le nier une fois pour toutes. Certes, le ministre a dit aujourd'hui, —j'ai noté ses paroles,—que nous cherchons à diversifier nos échanges. C'est évidemment exact, car cela nous assurera un meilleur équilibre commercial. Nul ne songe à le nier. Il affirme que nous voulons étendre nos échanges extérieurs, que nous voulons collaborer avec tout le monde et que nous voulons faire disparaître les régimes d'exceptions. Et pourtant, au même moment nous entendons parler de l'éventuelle opposition de droits anti-dumping. Faut-il s'étonner après cela que négociants et homme d'affaires canadiens soient sérieusement préoccupés?

Nous avons parlé assez longuement à d'autres occasions de la question du commerce entre le Canada et les États-Unis; 70 p. 100 de nos importations viennent des États-Unis, 60 p. 100 de nos exportations vont à ce pays, laissant un déficit de 1,001 millions de dollars. Cependant, je crois que c'est dans une déclaration qu'il a faite au *Post* de Boston que le ministre a dit que, malgré notre désir de détourner une partie de notre commerce, nous ne devons rien faire pour réduire le montant global de nos échanges. Je le répète, cette ridicule proposition de détourner une partie de notre commerce d'un pays vers un autre devrait être rejetée une fois pour toutes parce que, le Canada se classant au quatrième rang des pays commerçants du monde, nous devrions déployer toutes nos énergies pour l'expansion de notre commerce.

Le présent gouvernement a souvent exprimé l'avis à la Chambre que le commerce devrait

être décentralisé, depuis les provinces du centre vers l'Ouest et vers l'Est. Le ministre aurait-il quelques observations à faire sur cette proposition? A-t-il quelque programme à préconiser à ce sujet? Nous avons tous beaucoup entendu parler de la mission commerciale envoyée au Royaume-Uni et, tous tant que nous sommes, nous souhaitons accroître nos échanges avec le Royaume-Uni. J'espère qu'on ne se trompera pas sur le sens de mes paroles à ce sujet.

Il reste que nous n'avons reçu aucun rapport du ministre lui-même en ce qui concerne cette question en particulier. Une mission a bien été en Angleterre et a soumis un rapport, d'ailleurs extrêmement intéressant. Sous la sixième rubrique des conclusions du rapport "éléments influençant le commerce britannique au Canada", il est question de la proposition relative à la protection. Il s'agit ici du dernier alinéa, le 24°. On y note qu'il est incontestable qu'un certain nombre d'industriels du Royaume-Uni s'inquiètent de l'application éventuelle de mesures anti-dumping et de la détermination de la valeur commerciale équitable, et qu'il en est même qui ne sont pas particulièrement enchantés des pratiques en cause.

Nous voudrions savoir, comment le ministre peut oser déclarer ici qu'il importe de ne rien négliger pour augmenter notre commerce avec d'autres pays, tout en parlant de détourner le commerce des États-Unis vers le Royaume-Uni et, dans le même temps, en donnant à entendre qu'il est possible qu'on prélève certains droits anti-dumping, qui, nul ne l'ignore, auraient simplement pour résultat de restreindre le commerce et n'auraient aucune espèce de résultat heureux en ce qui concerne l'augmentation de nos échanges avec d'autres pays. Nous attendons du ministre une explication au sujet de la ligne de conduite du gouvernement.

Le ministre lui-même a signalé la nécessité des expositions, en disant à quel point elles ont contribué à porter les marchandises canadiennes à l'attention des acheteurs étrangers. Je présume que le ministre a déjà visité le pavillon canadien de la foire commerciale de Bruxelles, et j'estime que le moment est venu pour lui de nous dire quelque chose de ses impressions à ce propos. A mon avis, nous devrions nous occuper beaucoup plus des foires commerciales que nous ne le faisons. C'est là un moyen qu'utilisent les commerçants européens pour exposer leurs produits et pour conclure des contrats commerciaux entre eux et avec d'autres pays. J'ai l'impression que nous tirons de l'arrière à cet égard, et j'aimerais bien que le ministre nous donne ses impressions de notre pavillon à Bruxelles.